



Mémoire d'Auschwitz ASBL  
Rue aux Laines, 17 boîte 50 – 1000 Bruxelles  
Tél. : +32 (0)2 512 79 98  
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

## Camps Potemkine : une manipulation sans cesse réinventée

Yannik van Praag

Mémoire d'Auschwitz ASBL

Septembre 2019

Connaissez-vous l'expression « village Potemkine » ? Elle doit son nom au prince russe Grigori Potemkine qui aurait fait, à l'occasion d'une visite de Catherine II en Crimée en 1787, construire de luxueuses façades en carton-pâte dans un village afin d'en masquer la pauvreté. L'histoire semble être une légende, mais l'expression est restée, pour désigner un trompe-l'œil à des fins de propagande. Le concept peut être étendu aux lieux de détention, tant ceux-ci sont l'objet de manipulations.

Une équipe de la BBC a récemment pu pénétrer dans l'un des camps d'internement de la région du Xinjiang, dans le nord-ouest de la Chine. Le court reportage de 12 minutes<sup>1</sup> diffusé à la fin du mois de juin fait froid dans le dos, tant la mise en scène saute aux yeux. Les plans s'enchaînent, montrant des détenus chanter en chœur dans des salles de classe lumineuses, d'autres pratiquer des chorégraphies en costumes traditionnels, de la peinture, ou du sport (sur des terrains qui n'existaient pas quelques semaines auparavant, photos satellites à l'appui). Ceux qui s'expriment face caméra assurent être bien traités, sinon heureux d'être là, mais il ne fait guère de doute qu'il s'agit d'un discours imposé. Le message de « leurs hôtes » ? : il ne s'agit pas d'une prison, mais plutôt d'une école. Les détenus sont affectés par des idées extrémistes, le but de leur détention est d'extirper celles-ci de leur esprit.



Spectacle mis en scène à l'attention des journalistes

Le réalisateur de ce court documentaire, John Sudworth, connaît bien la Chine et la région du Xinjiang où il s'est déjà rendu à plusieurs reprises. Cela fait des années qu'il travaille sur les Ouïghours et les autres minorités – essentiellement musulmanes – qui sont la cible d'une répression qui s'est considérablement durcie depuis une dizaine d'années, principalement depuis les affrontements interethniques sanglants d'Urumqi de 2009. La spirale revendication-répression-résistance s'est depuis emballée. Les réactions, qu'elles soient pacifiques ou violentes, aux pratiques d'assimilation chinoises ont provoqué des réponses brutales de Pékin : déploiement policier et militaire massif, surveillance généralisée, contrôle politique et social particulièrement intrusif, répression de pratiques religieuses et traditionnelles jusque-là

<sup>1</sup> <https://www.bbc.com/news/av/world-asia-china-48667221/inside-china-s-thought-transformation-camps>, consulté le 16 septembre 2019.

tolérées, etc. Cette politique est accompagnée d'une hausse sans précédent d'arrestations et d'incarcérations sur des bases opaques et arbitraires. Sans pouvoir compter sur des chiffres précis, on estime à plus d'un million les personnes détenues actuellement dans les camps du Xinjiang. Les témoignages de celles qui en sont sorties révèlent l'usage à grande échelle de mauvais traitements et de tortures, mais aussi de sessions d'endoctrinement politique, l'étude obligatoire du chinois et l'interdiction d'y pratiquer leur religion.

Des voix, trop peu audibles, s'élèvent pour dénoncer cette répression massive. Relevons cependant la publication, le 10 juillet dernier, par 22 pays<sup>2</sup> d'une déclaration destinée aux plus hauts responsables de l'ONU en matière de droits humains pour dénoncer les détentions arbitraires dans le Xinjiang. Commentant cette initiative, John Fisher, directeur du bureau de Genève de Human Rights Watch, déclarait : « Les gouvernements reconnaissent de plus en plus la souffrance de millions de personnes au Xinjiang, avec des familles déchirées, vivant dans la peur, et un État chinois qui pense pouvoir commettre des violations de masse sans rencontrer la moindre opposition. »<sup>3</sup>

La toute relative ouverture aux journalistes relatée ci-dessus est une réponse timide à ces pressions. Présenter à des visiteurs étrangers des centres de détention entièrement édulcorés est une pratique qui ne date pas d'hier ; les précédents sont nombreux. Rappelons quelques exemples significatifs qui ont fait date dans ce genre de désinformation.

### **Sonnenburg et Theresienstadt**

Rapidement après la prise du pouvoir par les nazis, les informations arrivent concernant les camps en Allemagne. La plupart des envoyés spéciaux des quotidiens de France, de Belgique, de Grande-Bretagne ou des États-Unis mettent l'accent sur les arrestations, les violences et les tortures subies par les détenus.

Certains journalistes se transforment cependant, peut-être inconsciemment, en propagandistes du nouveau régime. C'est le cas du journaliste français Jules Sauerwein qui, après sa visite au camp de Sonnenburg en septembre 1933, écrit dans *Paris-Soir* « s'être fait une idée exacte de l'existence des détenus. » Il juge les conditions de détention acceptables et ne fait aucune mention de sévices. En réalité, la visite a été savamment orchestrée, tout ayant été mis en œuvre pour idéaliser la vie dans le camp, et le journaliste semble trahi par une certaine fascination. La portée qu'ont pu avoir de tels articles n'est pas minime, surtout publiés dans des journaux peu suspects de sympathie pour les nazis. *Paris-Soir* avait un tirage important, même si son lectorat n'était probablement pas le plus attentif aux problèmes internationaux<sup>4</sup>.

---

<sup>2</sup> La France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, le Japon, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Islande, l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, l'Espagne, la Suède et la Suisse.

<sup>3</sup> <https://www.hrw.org/fr/news/2019/07/10/onu-appel-conjoint-pour-que-la-chine-cesse-ses-abus-au-xinjiang>, consulté le 18 septembre 2019.

<sup>4</sup> Dominique Drouin, « L'information en France sur les camps de concentration allemands entre 1933 et 1940 », *Recherches contemporaines* no 1, 1993.

Ces tentatives de manipulation sont rapidement connues. Un prisonnier évadé de Sonnenburg explique dès 1934 :

Des délégations de journalistes étrangers passaient plusieurs fois par mois. Un grand nombre d'entre elles étaient dépêchées par des gouvernements favorables au régime de Hitler [...] Mais des délégations étrangères intègres sont également venues. Accompagnées par des employés du ministère de l'Intérieur et le responsable de camp, elles ont été trompées de manière flagrante<sup>5</sup>.

Mais concernant l'Allemagne nazie, le cas le plus célèbre est la visite de Theresienstadt en juin 1944 par le docteur suisse Maurice Rossel, délégué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Les nazis balisent la visite, donnent généreusement à manger aux détenus et empêchent tout contact direct entre la délégation et la population du ghetto. Ce faisant, ils obtiennent ce qu'ils veulent : faire croire au monde que les Juifs ne sont pas maltraités. Rossel annonce que ce camp de concentration est la destination finale pour les déportés juifs et que leur vie est pratiquement normale. Dans son rapport, il note : « La population est bien nourrie. Les enfants s'amuse et vont à l'école... » Ces mêmes enfants seront envoyés à Auschwitz dans les semaines qui suivent. Ce rapport est considéré comme emblématique de l'échec du CICR pendant la Shoah et a sapé la crédibilité d'autres sources, pourtant bien plus fiables et précises.

### **Mai 1944 : Henry Wallace, vice-président des États-Unis, visite la Kolyma**

La supercherie à laquelle est confrontée la délégation américaine en visite en Sibérie à la fin de la Seconde Guerre mondiale dépasse par l'ampleur de sa mise en scène celles orchestrées par les nazis. En mai 1944, Henry Wallace, vice-président des États-Unis, accompagné d'une petite délégation, entame un voyage d'un mois et demi à travers la Sibérie, le Kazakhstan, la Mongolie et la Chine. Il passe notamment trois jours à Magadan, le centre névralgique et administratif de la Kolyma, cette région dont le nom est devenu l'incarnation du Goulag. La visite de la délégation américaine revêt une importance considérable pour le Kremlin. L'état de santé de Roosevelt laisse présager qu'il ne finira pas son mandat et Wallace – potentiellement le futur président des États-Unis – est réputé favorable aux Soviétiques.

Les visiteurs américains se montrent impressionnés par l'accueil et ce qui leur est présenté. Sauf que tout a été organisé pour l'occasion, la ville ayant subi un remodelage en profondeur : magasins abondamment approvisionnés, miradors des camps aux alentours démontés, officiers de la garnison de la ville rhabillés, prisonniers cantonnés dans leurs baraques, etc. L'ensemble est également recouvert d'un écran de fumée culturel. Au cœur d'un des plus vastes ensembles concentrationnaires jamais créés, la délégation assiste à un ballet – dont les danseurs et les musiciens sont constitués essentiellement de détenus –, à une projection cinématographique, visite une école et une exposition d'arts décoratifs. Les invités visitent aussi des infrastructures : le port, une ferme, un élevage porcin, une usine de réparation de camions, etc. Un moment particulièrement délicat pour les Soviétiques est la visite planifiée des mines d'or de la région de Susuman, à 600 km au nord de Magadan, mais l'entreprise de

---

<sup>5</sup> An Escaped Prisoner [Rudolf Bernstein], *The Sonnenburg Torture Camp*, New York, Workers International Relief/International Labor Defense, 1934, p.35.

mystification se déroule sans accroc. Wallace se montre une fois de plus impressionné, sans savoir que les mineurs qu'il a rencontrés sont des komsomols (membres des jeunesses communistes) bien bâtis, ramenés à la hâte pour l'occasion. La mise en scène est un succès et le monde reçoit ainsi un témoignage de première main à propos de la Kolyma.

Le 17 juin 1944, Wallace écrit à Staline :

La politique du gouvernement de l'URSS, qui a rendu possibles les progrès et les réalisations, est la preuve évidente d'un leadership politique des plus remarquables et des plus doués. Puisse nos deux grandes nations travailler en étroite harmonie et contribuer à la prospérité du monde entier [...]

La lettre est publiée et relayée quelques jours plus tard.

Il faudra attendre 1952 pour que Wallace admette publiquement avoir été trompé par les autorités soviétiques : « Après avoir lu les récits d'anciens travailleurs forcés qui ont fui la Sibérie, je constate que j'ai été trop impressionné par le spectacle présenté par les hauts responsables russes. »<sup>6</sup>

## Conclusion

On pourrait multiplier les exemples d'ouverture à la presse ou à des délégations officielles de prisons ou de centres de détentions où les dés ont été pipés. Ils témoignent que l'image et l'opinion internationale sont importantes, même pour les régimes les plus autoritaires. Des supercheries telles que décrites ci-dessus pourraient-elles encore passer ? Gageons que non. L'approche critique de John Sudworth dans le Xinjiang est en ce sens rassurante. Notons que la question de l'opacité qui entoure les lieux de détention n'est pas l'apanage des dictatures. On se souvient de l'énorme scandale provoqué par la découverte des abus dans les lieux de détention américains en Irak (Abou Ghraib) durant la seconde guerre du Golfe. Plus proche de nous se pose la question de l'accès aux centres de détention de migrants. En effet, quantité de ceux-ci restent hermétiquement fermés à la presse. Cela fait des années que RSF (Reporters sans frontières) demande plus de transparence et l'accès aux camps d'internements de migrants qui se sont multipliés en Europe et sur le pourtour méditerranéen. En 2012, ils lançaient la campagne « Open Access : Ouvrez les portes ! On a le droit de savoir ! », dénonçant l'impossibilité pour les journalistes de travailler dans les centres situés sur le sol européen. Aujourd'hui, la situation reste plus qu'opaque. Rares sont les images et les informations qui nous parviennent sur les conditions de l'enfermement des étrangers et leurs conséquences qu'on peut supposer



Campagne (2012) pour l'ouverture des camps d'étrangers à la presse et la société civile

<sup>6</sup> Sur la visite de H. Wallace à Magadan, voir : Vladimir J. Birstein, *Three days in "Auschwitz without gas Chambers"*: Henry A. Wallace's Visit to Magadan in 1944, 2012. <https://www.wilsoncenter.org/publication/three-days-auschwitz-without-gas-chambers-henry-wallaces-visit-to-magadan-1944>, consulté le 16 septembre 2019.

dramatiques.

Christophe Deloire, secrétaire général de RSF, synthétisait, en juin 2018, abruptement, mais lucidement le cœur de la question :

Nos sociétés ne peuvent faire l'économie d'une couverture journalistique des crises migratoires, aujourd'hui au centre du débat public en Europe et ailleurs. Informer sur ce sujet ne saurait constituer un délit (...) Les États ont le devoir et la responsabilité de ne pas entraver l'exercice du journalisme au prétexte d'arguments sécuritaires et de ne pas promouvoir une vision édulcorée d'une réalité souvent tragique<sup>7</sup>.



*Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.*

*À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.*

*Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.*

<sup>7</sup> <https://rsf.org/fr/actualites/les-routes-de-lexil-un-chemin-semble-dembucher-y-compris-pour-les-journalistes>, consulté le 28 août 2019.